



**LETTRE D'INTÉRÊT**  
**Recherche sur l'égalité entre les femmes et les hommes (EFH) et la violence fondée sur le  
sexe (VFS) au Canada**

**TABLE DES MATIÈRES**

1. Objet
2. Contexte
3. Besoin
4. Évaluateurs bénévoles
5. Stratégie d'approvisionnement
6. Examen de la lettre d'intérêt
7. Absence d'obligation
8. Autorité contractante
9. Engagement
10. Questions

**Pièces jointes**

- |          |                           |
|----------|---------------------------|
| Annexe 1 | Évaluateurs bénévoles     |
| Annexe 2 | Entente de non-divulgence |
| Annexe 3 | Conflit d'intérêts        |

## 1. OBJET

La présente lettre d'intérêt vise à informer les soumissionnaires de l'approvisionnement prévu et à obtenir des renseignements de la part de membres de l'industrie, du milieu universitaire, d'entités sans but lucratif et de groupes d'intérêt spécial sur leur intérêt, leur capacité et leur habileté à fournir les services décrits à l'article 3, Besoin.

De plus, cette lettre d'intérêt vise à trouver des personnes qualifiées dans des domaines liés à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la violence fondée sur le sexe pour évaluer les propositions qui seront reçues dans le cadre de l'appel. En raison des règles sur les conflits d'intérêts, ces évaluateurs indépendants ne pourront pas soumettre de proposition relative à l'approvisionnement prévu.

## 2. CONTEXTE

Condition féminine Canada (CFC) mobilise des partenaires et fait la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes au Canada en dialoguant avec la population et des institutions canadiennes, ainsi qu'avec des partenaires locaux, nationaux et internationaux. CFC accroît la sensibilisation à l'égalité des sexes et aide des organismes fédéraux à intégrer systématiquement les résultats d'analyses comparatives entre les sexes aux politiques et programmes fédéraux. CFC aide également d'autres partenaires et institutions – par son expertise, sa contribution à la recherche et son enrichissement du savoir sur des sujets tels que l'accès des femmes au pouvoir, l'implication des femmes dans l'économie du pays, la violence fondée sur le sexe, de même que son financement d'initiatives communautaires – à améliorer le bien-être social et économique des femmes.

## 3. BESOIN

CFC souhaite recevoir des propositions relatives à une synthèse des connaissances ou à une recherche dans les deux domaines indiqués ci-dessous.

1. Violence fondée sur le sexe (VFS), notamment, mais non seulement, les thèmes suivants qui ont été définis lors d'une consultation des intervenants :
  - prévention de la VFS;
  - soutien aux personnes survivantes et à leur famille;
  - promotion de systèmes de justice adaptés aux besoins.
  
2. L'égalité des sexes (L'ES) au Canada, notamment les thèmes suivants :
  - participation à la vie économique et prospérité;
  - leadership et participation à la vie démocratique;
  - éducation et développement des compétences;
  - réduction de la pauvreté, santé et bien-être;
  - accès à la justice.

Pour une proposition relative à la synthèse des connaissances, l'entrepreneur devra analyser et synthétiser l'information, définir les lacunes et les besoins en matière de connaissances, et proposer des solutions novatrices pour combler ces lacunes et besoins par la recherche. L'entrepreneur peut aussi

proposer une recherche pour laquelle il souhaite obtenir du financement. Le Canada peut, à son entière discrétion, exercer l'option de financer la recherche proposée.

Les propositions relatives à une recherche peuvent reposer sur des méthodes qualitatives ou quantitatives, ou une combinaison des deux (méthodes mixtes). Les propositions relatives à une recherche comportant des essais cliniques ne sont pas admissibles.

Les propositions doivent viser l'apport de nouvelles connaissances à l'appui de populations clés, notamment : les peuples autochtones, les femmes et les filles, les hommes et les garçons, les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et non binaires, en questionnement par rapport à leur identité sexuelle ou bispirituelles (LGBTQ2), les minorités visibles, les personnes vivant en milieu nordique, rural ou éloigné, handicapées ou nouvellement arrivées, les enfants et les jeunes, et enfin les personnes âgées.

Les propositions avoir une durée d'au plus un exercice financier et doivent se terminer au plus tard le 31 mars 2020.

CFC souhaite tout particulièrement accepter des propositions de recherche dirigées par des Autochtones ou créées conjointement avec des Autochtones dans des domaines qui répondent aux besoins définis par les collectivités autochtones.

#### **4. ÉVALUATEURS BÉNÉVOLES**

Les personnes qui souhaitent participer bénévolement à l'évaluation des propositions sont priées de manifester leur intérêt en envoyant le formulaire fourni à l'annexe 1 de la lettre d'intérêt et un curriculum vitae démontrant leurs qualifications. Le Canada a l'intention de faire correspondre les propositions des soumissionnaires avec l'expertise précise des évaluateurs indépendants.

Le Canada ne versera aucune compensation aux évaluateurs bénévoles qui participeront aux activités d'évaluation, y compris la formation, les téléconférences et les réunions.

Les évaluateurs indépendants d'Étude sur l'ES et la VFS au Canada devront confirmer par écrit qu'ils : a) ne sont pas en conflit d'intérêts avec le soumissionnaire (lorsqu'ils le connaîtront), conformément à ce qui est indiqué à l'annexe 3; b) sont disposés à signer l'entente de non-divulgence fournie à l'annexe 2.

#### **5. STRATÉGIE D'APPROVISIONNEMENT**

Le Canada peut lancer un appel de propositions (AP) pour le travail nécessaire. On prévoit ensuite attribuer plusieurs contrats conformément au processus défini dans l'AP. La période du contrat s'étendra de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2020 et pourra être prolongée de deux périodes d'option d'une année chacune.

#### **6. EXAMEN DE LA LETTRE D'INTÉRÊT**

Le Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires, aux fins de précision, au cours de l'examen des réponses à la présente lettre d'intérêt.

Aucun paiement ne sera versé à l'égard des frais que le soumissionnaire aura engagés pour préparer et présenter sa réponse à la présente lettre d'intérêt. Le soumissionnaire assumera seul les frais engagés pour préparer et présenter sa réponse, ainsi que les frais liés à l'évaluation de ladite réponse.

## **7. ABSENCE D'OBLIGATION**

La publication de la présente lettre d'intérêt n'oblige pas le Canada à lancer un appel d'offres subséquent et ne l'engage pas, juridiquement ou de toute autre façon, à conclure une entente quelconque ou à accepter les suggestions présentées par l'industrie.

Le processus de consultation n'est pas un appel d'offres, et aucun contrat ne s'ensuivra. Le Canada ne remboursera pas les frais engagés par toute personne ou entreprise pour répondre au processus de consultation.

Les répondants potentiels sont avisés que toute information transmise au Canada en réponse au processus de consultation pourra servir au Canada pour l'élaboration d'un AP concurrentiel. En revanche, le gouvernement n'est pas tenu de donner suite à quelque déclaration d'intérêt ni d'en tenir compte dans aucun document connexe, notamment un AP.

## **8. AUTORITÉ CONTRACTANTE**

Toutes les demandes de renseignements et autres communications liées à la présente lettre d'intérêt doivent être adressées à l'autorité contractante suivante :

April Campbell  
Autorité contractante  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Programme des approvisionnements  
Direction de l'approvisionnement en sciences et en systèmes logiciels  
Terrasses de la Chaudière, 4<sup>e</sup> étage  
10, rue Wellington  
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : 613-858-9485  
Courriel : [april.campbell@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:april.campbell@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

## **9. ENGAGEMENT**

Les questions contenues dans les sections suivantes visent à obtenir de la rétroaction d'intérêt pour le Canada. On ne s'attend pas à obtenir une réponse pour chaque question ni à ce que les questions ou les sujets de discussion mentionnés soient les seuls abordés.

Les répondants sont invités à répondre aux questions sur l'engagement en format électronique (MS Word ou Adobe PDF de préférence, dans la mesure où la fonction de copier-coller et d'impression du texte n'est pas compromise de quelque façon que ce soit) au plus tard à la date de clôture indiquée dans la lettre d'intérêt.

## 9.1 Format de réponse

Le nom du répondant et de son entreprise, son adresse ainsi que ses coordonnées et le numéro de la lettre d'intérêt devraient être clairement visibles sur la réponse.

Les réponses doivent être soumises par courriel à l'autorité contractante, à l'adresse suivante : april.campbell@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

La présentation de matériel promotionnel général est déconseillée, à moins que ce dernier ne renferme des renseignements d'intérêt. Dans ce cas, prière d'ajouter un renvoi au document promotionnel en question à l'endroit approprié dans la lettre d'intérêt.

Les réponses ne seront pas retournées.

## 9.2 Langue de réponse

Les réponses peuvent être fournies en français ou en anglais, au choix du répondant.

## 9.3 Paramètres de réponse

On rappelle aux répondants que la présente est une lettre d'intérêt et non un AP et que, de ce fait, ils ne devraient pas hésiter à faire part de leurs commentaires et de leurs préoccupations dans leur réponse. Le Canada se réserve le droit de demander des éclaircissements à un répondant concernant les renseignements fournis en réponse à la présente lettre d'intérêt, que ce soit par téléphone, par écrit ou en personne.

## 9.4 Confidentialité

Les répondants sont priés de bien indiquer les éléments de leur réponse qui sont à caractère confidentiel ou exclusif. La réponse de chaque répondant demeurera confidentielle. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Le Canada peut réviser les questions ou peut demander au répondant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à toutes les parties intéressées.

## 10. QUESTIONS

### SECTION 1 : Détails du projet

- 1.1 Est-ce qu'il y a des aspects du projet qui ne sont pas clairs?
- 1.2 La section Détails du projet contient-elle assez de renseignements pour que les soumissionnaires puissent faire des propositions de qualité? Quels renseignements supplémentaires, le cas échéant, devraient figurer dans le document?

### SECTION 2 : Évaluation et base de sélection

- 2.1. Le Canada énonce-t-il clairement la façon dont il entend évaluer les propositions?

- 2.2 Les renseignements que vous devez indiquer dans votre proposition pour obtenir le maximum de points sont-ils clairs?
- 2.3 Est-ce qu'à votre avis d'autres éléments devraient figurer dans l'évaluation?
- 2.4 Est-ce qu'à votre avis des éléments n'ajoutent pas de valeur au processus d'évaluation?
- 2.5 Serez-vous en mesure d'obtenir la note de passage requise?
- 2.6 Fournissez toute suggestion qui, à votre avis, pourrait améliorer la méthode de sélection de l'entrepreneur.

### **SECTION 3 : Modalités du contrat**

- 3.1 Comprenez-vous les obligations de l'entrepreneur?
- 3.2 Avez-vous lu les modalités générales en question? Sont-elles acceptables?
- 3.3 Comprenez-vous le processus de prorogation du contrat par l'exercice d'options?

### **SECTION 4 : Autre**

- 4.1 Inscrivez toute autre question, préoccupation ou recommandation n'ayant pas été mentionnée.
- 4.2 Soumettez-vous une proposition pour ce besoin? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?

**ANNEXE 1**  
**ÉVALUATEURS BÉNÉVOLES**

---

Nom

---

Titre

---

Organisation

---

---

Adresse

---

Téléphone

---

Courriel

---

Domaine d'expertise

Milieu  
universitaire

ONG

Milieu des  
affaires

CFC souhaite aussi trouver des évaluateurs indépendants qui s'identifient comme étant des Autochtones (Premières Nations, Inuit ou Métis). Vous identifiez-vous comme étant un ou une :

membre des Premières Nations

Inuit(e)

Métis



**ANNEXE 2**  
**ENTENTE DE NON-DIVULGATION**

*[Elle doit être signée par chaque personne ayant accès aux propositions.]*

Je, \_\_\_\_\_ [nom], reconnais que j'aurai peut-être accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada concernant l'évaluation des propositions soumises dans le cadre de l'appel de propositions 1W001-180192/C entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par les ministres de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et de Condition féminine Canada, et les soumissionnaires qui seront nommés ultérieurement. Il pourrait s'agir de renseignements confidentiels ou exclusifs appartenant à des tiers, ainsi que de renseignements ayant été conçus, générés ou produits par les soumissionnaires.

Aux fins de la présente entente, les renseignements comprennent notamment, mais sans s'y restreindre, l'ensemble des documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres types de renseignements reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance durant l'exécution du travail.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus, sauf à une personne employée par le Canada et qui a besoin de prendre connaissance de ces renseignements. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention de cette entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par le Canada ou en son nom ne doivent être utilisés qu'aux seules fins de l'évaluation et que ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

Je conviens que l'obligation énoncée dans la présente entente survivra à la fin de l'évaluation et de l'appel de propositions décrit ci-dessus.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Nom (en caractères d'imprimerie)

\_\_\_\_\_  
Date

### ANNEXE 3 CONFLIT D'INTÉRÊTS

En plus de l'entente de non-divulgation, on utilisera les critères ci-dessous pour déterminer s'il existe un conflit d'intérêts perçu ou réel dans le contexte de l'évaluation des propositions.

On jugera qu'il existe un conflit d'intérêts si l'évaluateur :

- est un parent ou un bon ami du soumissionnaire ou entretient une relation personnelle avec lui;
- est dans une position d'obtenir ou de perdre un avantage financier ou matériel en raison de l'attribution du contrat;
- a été le superviseur ou le stagiaire du soumissionnaire;
- a collaboré, préparé une publication ou partagé des fonds avec le soumissionnaire, ou prévoit le faire prochainement.

Les évaluateurs bénévoles devront signer une déclaration indiquant qu'ils ne sont pas en conflit d'intérêts au moment de l'évaluation.